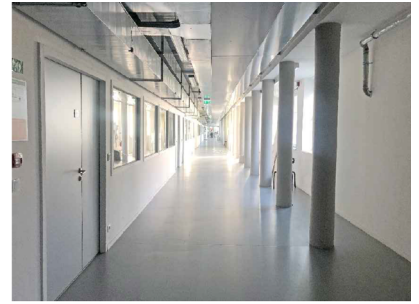


# P001



Construction d'un espace de reprographie +  
pôle informatique \_ENSACF

maître d'ouvrage

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture  
de Clermont-Ferrand

85 Rue du Dr Bousquet / 63100 CLERMONT-FERRAND  
T. 04 73 34 71 50

maître d'oeuvre

STUDIO ALBEDO - Architecte

03 Rue Caplat / 75018 PARIS  
contact@studioalbedo.fr  
T. 06 18 79 39 47

IGETEC - BET Fluides

18 rue Valentin Haüy - 63000 CLERMONT-FERRAND  
accueil@igetek.fr  
T. 04 71 63 88 30

maître d'oeuvre éclairage

LEA - LES ÉCLAIRAGISTES ASSOCIÉS

7 Rue Alsace Lorraine / 69001 LYON  
raphael@lea.lighting  
T. 06 37 39 02 72 / 04 81 06 09 65

intervenants

ALPES CONTROLE - Bureau de contrôle

Avenue Michel Ange - 63000 CLERMONT-FERRAND  
clermont@alpes-controles.fr  
T. 04 44 05 31 32

Auvergne Energie Solutions - Coordinateur SSI

18 allée Evariste Galois - 63170 AUBIERE  
eric.passelaigue@bet-aes.fr  
T. 04 73 28 92 63

phase

## DCE

description

CCTC

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

VISA ET CACHET DU MAÎTRE D'OUVRAGE

PROJET

P001

PHASE

DCE

DATE

AVRIL 2025

SIGNATURE ET CACHET DU MAÎTRE D'OEUVRE

REVISION

0

ECHELLE

1 / 100

DESSIN

**P001-10-ALB-PRO-CCTC**

## SOMMAIRE

<b>I.PREAMBULE</b>	4
I.1 - OBJET DU DOCUMENT	4
I.2 - OBJET DU MARCHÉ	4
I.3 - ALLOTISSEMENT	4
I.4 - PRESCRIPTIONS COMMUNES	4
I.5 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES – TYPE DE MARCHÉ DE TRAVAUX	5
I.6 - CARACTERE FORFAITAIRE DU MARCHÉ	5
I.7 - DELAIS ET PHASAGE DES TRAVAUX	5
I.8 - GARANTIE ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE	5
I.8.1 Garantie de parfait achèvement (GPA)	6
I.8.2 Garantie biennale	6
I.8.3 Garantie décennale	6
I.9 - PIECES CONTRACTUELLES	7
<b>II.PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES</b>	7
II.1 - REGLEMENTATION	7
II.2 - SECURITE DES PERSONNES	8
II.3 - ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE	8
<b>III. CONSISTANCE DES TRAVAUX</b>	8
III.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER	8
III.2 - QUALITE ET PROVENANCE DES MATERIAUX ET MATERIELS	9
III.3 - VERIFICATION DES COTES	9
III.4 - METRES ET PRIX UNITAIRES	9
III.5 - RECEPTION DES SUPPORTS	9
III.6 - PROPRETE DU CHANTIER	9
III.7 - GESTION DES DECHETS PAR TRI SELECTIF	10
III.8 - REEMPLOI	10
III.9 - TROUS - PERCEMENTS - RACCORDS - SCELLEMENTS	10
III.10 - CONTRAINTES SPECIFIQUES AU CHANTIER	10
III.11 - PLANS D'EXECUTION	11
III.12 - RECEPTION	11
III.13 - DOE	11
III.14 - SURVEILLANCE DU CHANTIER	11
III.15 - CONNAISSANCE DES ELEMENTS RELATIFS A L'EXECUTION	11
III.16 – LIMITE DE PRESTATIONS	12



<b>IV. HYGIENE, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE .....</b>	<b>13</b>
IV.1 - DEVOIRS DES ENTREPRISES.....	13
IV.2 - LEGISLATION FISCALE ET SOCIALE .....	14
IV.3- COORDINATION SPS .....	14
<b>V. DIRECTION DU CHANTIER .....</b>	<b>15</b>
V.1 - COORDINATION.....	15
V.2 - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	15

## **I. PREAMBULE**

### **I.1 - OBJET DU DOCUMENT**

Le présent descriptif porte sur le LOT 00 – PRESCRIPTION COMMUNES A TOUS LES LOTS concernant le projet de modification du niveau RDJ Haut de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Clermont-Ferrand dans l'ancien sanatorium.

### **I.2 - OBJET DU MARCHÉ**

Le projet prévoit le réaménagement d'un niveau existant au sein de l'établissement d'enseignement pour le transformer en un grand plateau libre dédié au pôle informatique et reprographie de l'ENSACF. Les modifications portent uniquement sur l'aménagement intérieur et n'ont pas d'impact sur les façades du bâtiment existant.

Le plateau est dédié aux activités suivantes :

- Le pôle informatique pour des cours ou travail libre en dehors des horaires de cours.
- Pôle reprographie en libre-service (imprimantes, traceurs)
- Pôle reprographie en accès restreint (services et équipements manipulés uniquement par un agent de l'école)
- Postes individuels pour la production de maquettes en lien avec l'Atelier de découpe numérique situé au même niveau.

### **I.3 - ALLOTISSEMENT**

Il est retenu l'allotissement suivant :

- LOT N° 1 – DEMOLITION / CURAGE
- LOT N° 2 – LOT 02A CLOISONS DOUBLAGES  
LOT 02B PEINTURE REVETEMENTS MURAUX
- LOT N° 3 – LOT 03A MENUISERIE INTERIEURE  
LOT 03B OCCULTATIONS RIDEAUX
- LOT N° 4 – REVETEMENTS DE SOL
- LOT N° 5 – CVC
- LOT N° 6 – LOT 06A CFA/CFO/SSI  
LOT 06B ECLAIRAGE

### **I.4 - PRESCRIPTIONS COMMUNES**

Ce cahier est un document qui complète les CCTP et DPGF des différents lots, et ne peut, en tout état de cause, être dissocié de ces documents. Dans le cas de manque de concordance entre ces divers documents, les descriptifs particuliers à chaque corps d'état ont priorité sur ce cahier. Il rassemble les données, prescriptions, caractéristiques, performances, spécifications d'ordre technique en complément des règles de l'art.

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché et particulièrement des descriptions du "Lot 00 – Prescriptions Communes à tous les lots" ainsi que des descriptifs des autres lots. Les offres des entreprises sont ainsi faites en pleine connaissance des interfaces et sujétions que les autres corps d'état entraînent sur les ouvrages de leurs lots respectifs.

**Les entrepreneurs sont réputés avoir une parfaite connaissance des lieux et qu'ils reconnaissent expressément avoir visité préalablement à la rédaction de leurs offres.**

### **I.5 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES – TYPE DE MARCHÉ DE TRAVAUX**

Les travaux seront traités sur appel d'offres à prix global et forfaitaire, non révisable.  
Les soumissions seront accompagnées d'une décomposition de prix établie selon la trame des descriptifs de chaque lot.

Le marché doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document.

L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli dans son devis descriptif pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché.

### **I.6 - CARACTERE FORFAITAIRE DU MARCHÉ**

Il est rappelé que l'exécution des ouvrages, même incomplètement définis par les plans et le présent C.C.T.P., comporte de par ce caractère tout ce qui en découle nécessairement en vue de leur parfaite réalisation selon les règles les plus strictes de l'art et dans l'ordre logique de la raison. De plus, les entreprises devront obligatoirement prendre connaissance complète et approfondie des travaux de toute nature et de tous corps d'état de façon à comprendre toutes sujétions dans les différents stades de leur intervention, préparation, fabrication, mise en œuvre des ouvrages. A noter également que seront inclus dans les prix et sans que cette liste soit limitative :

- Les études particulières complètes ainsi que la fourniture de tous documents techniques, plans, calculs, dispositions d'éléments, passages, réservation, etc..., nécessaires à la bonne compréhension des interventions spécifiques de chaque corps d'état,
- Les frais de bureau d'études nécessaires en découlant pour chacun des lots,
- Et, d'une manière générale, tous travaux, fournitures, façons ou prestations annexes ou complémentaires nécessaires au parfait usage des lieux et au parfait fonctionnement des appareils et installations dus par les entrepreneurs.

### **I.7 - DELAIS ET PHASAGE DES TRAVAUX**

Le calendrier d'exécution sera mis au point par le Maître d'œuvre, avec l'accord des entreprises, avant la signature du marché.

Le planning sera contractuel et son non-respect donnera lieu à l'application des pénalités de retard mentionnées dans les marchés et le C.C.A.P., et ce à tout moment du planning.

### **I.8 - GARANTIE ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE**

Tous les entrepreneurs garantissent formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction. Toutes les garanties sont dues et comprises dans l'offre des entreprises titulaires du présent marché travaux. La date de

réception avec ou sans réserve constitue l'origine de la garantie de parfait achèvement, la garantie biennale et la garantie décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

### **I.8.1 Garantie de parfait achèvement (GPA)**

La garantie de parfait achèvement s'étend à tous les désordres apparents signalés par le Maître d'Ouvrage lors de la réception de travaux.

Pendant la période d'un an à compter de la date de réception des travaux, l'entreprise sera tenue de remédier, à ses frais, à toutes les déficiences ou défauts de fonctionnement qui seraient signalés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre.

Pendant ce délai de garantie, le titulaire est tenu à une obligation dite « obligation de parfait achèvement », au titre de laquelle il doit :

- Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise ;
- Remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées ;
- Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché
- Remettre au maître d'œuvre les plans des ouvrages conformes à l'exécution

La garantie de parfait achèvement implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuses, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale. Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux. Le délai d'intervention au titre de la garantie ne devra pas excéder 24 heures en cas d'arrêt d'une partie des installations ou en cas de fonctionnement empêchant l'utilisation normale des locaux.

La levée de réserve définitive de l'Entreprise ne pourra être prononcée qu'après un fonctionnement normal des installations d'une durée d'une année, soit depuis la date de la réception, soit depuis la date des réglages et essais consécutifs à des modifications demandées au titre de la garantie.

De même, l'entreprise devra la Garantie de Bon Fonctionnement pendant une période de deux ans à compter de la date de réception des travaux.

### **I.8.2 Garantie biennale**

La garantie biennale s'applique aux éléments d'équipement "dissociables". La durée est de 2 ans à compter de la réception des travaux

### **I.8.3 Garantie décennale**

La garantie décennale s'applique pour tous les dommages qui :

- Compromettent la solidité du bâtiment
- Affectent les éléments d'équipements, dissociables ou non, d'origine ou installés sur existant, rendant le bâtiment impropre à sa destination.
- Affectent les éléments d'équipements « indissociables » (faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert).

## **I.9 - PIÈCES CONTRACTUELLES**

Les entreprises s'engagent à respecter, pour l'exécution des travaux qui lui sont confiés, les règles de son Art et celles édictées à la charge de l'entrepreneur par les pièces suivantes (liste non limitative) :

- Ordres de service
- Les plans et détails architecte
- CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) et plans techniques
- Les séries complètes des plans et notices techniques.
- Le permis de construire
- Le CCAG -Travaux (Cahier des Clauses Administratives générales des marchés public)
- C.C.A.P.
- Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du R.E.E.F. du C.S.T.B., publiés au jour de la signature du Marché.

Le Plan Général de Coordination établi par le coordonnateur SPS et le rapport initial établi par le contrôleur technique sont aussi des pièces contractuelles qui viennent en complément des pièces citées ci-avant.

## **II.PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES**

### **II.1 - REGLEMENTATION**

Le référentiel réglementaire applicable et figurant dans les documents relatifs au domaine de la construction est énuméré ci-après :

- Les textes législatifs et réglementaires,
- Les fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux.

Les textes techniques de caractère normatif suivants :

- Normes françaises, y compris les normes transposant en France les normes européennes,
- Règles et prescriptions techniques DTU,
- Avis techniques, Appréciations Techniques d'Expérimentation (ATEX) et agréments techniques européens,
- Règles professionnelles dans les domaines non couverts par les textes précités et acceptés par la commission prévention produit (C2P) de l'agence qualité construction.

Les avis techniques devront être validés par le CSTB et approuvés par la commission prévention produit (C2P) de l'agence qualité construction soit appartenir à la liste verte de cette commission.

Dans le cas où des dispositions contraires aux normes et règlements seraient prévues dans le présent descriptif, l'Entrepreneur devra aviser immédiatement le Maître d'Œuvre au plus tard à la remise de son offre.

## **II.2 - SECURITE DES PERSONNES**

Le local est un établissement recevant du public de 2ème catégorie avec des activités du type R, N et L.

(Se référer à la notice acoustique et ses annexes.)

## **II.3- ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE**

Pour l'accessibilité aux personnes handicapées, les textes suivants sont applicables :

- L'arrêté du 20 avril 2017 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création,
- Le code du travail en ses articles R4214-26 à R4214-29 (version applicable au 1er mai 2008) et l'arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R. 235-3-18 du code du travail (ancienne version).

## **III. CONSISTANCE DES TRAVAUX**

### **III.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER**

La mise en place des installations de chantier est à la charge du :

- Le lot 01 Démolition doit l'installation du panneau de chantier et la signalétique de sécurité.
- Le lot 01 Démolition doit l'installation de clôtures provisoires en panneaux de grillage soudé galvanisé de 2.00 ml ht, posé dans des socles béton pour délimiter les zones de stockage et les bennes du chantier

La Maitrise d'ouvrage mettra à disposition pour les installations de chantier :

- L'alimentation en eau et en électricité du chantier et prendra en charge la consommation ;
- Les sanitaires du niveau RDJ H en lien direct avec le chantier ;
- Une salle pour les besoins de la base vie de chantier afin d'y installer une zone de vestiaire, un espace de repas.

Pendant toute la durée de son intervention, le titulaire de chaque lot doit le nettoyage de ses postes de travail et l'évacuation de ses gravats et déchets de chantier.

La réparation d'éléments détériorés ou disparus sur le chantier sera à charge du lot responsable. En cas d'impossibilité de déterminer les responsables des détériorations ou vols pendant le chantier, ceux-ci seront à la charge des entrepreneurs au compte prorata des marchés de travaux.



### **III.2 - QUALITE ET PROVENANCE DES MATERIAUX ET MATERIELS**

Indépendamment de leur conformité avec les prescriptions des normes et D.T.U., les matériaux, matériels et appareils de toute nature entrant dans la réalisation du projet seront neufs, de la meilleure qualité dans les prestations indiquées, et devront en outre faire l'objet d'une approbation préalable de la Maîtrise d'œuvre. De plus, ils devront posséder les attestations de conformité aux règles les concernant (certificat CE, certificat NF, certificat CSTBât, attestation d'essai, PV de conformité, PV attestant de ces caractéristiques, avis technique valide du CSTB).

Des essais et analyses pourront être demandés lorsque l'origine sera douteuse. Les échantillons, modules, ... seront présentés pour accord avant toute commande. Le choix des matériaux et matériels sera soumis au maître d'œuvre et maître d'ouvrage pour approbation avant toute commande définitive.

### **III.3 - VERIFICATION DES COTES**

L'entrepreneur devra vérifier et respecter rigoureusement les cotes portées aux plans. En cas de doute ou d'erreur constatée, il devra informer le Maître d'œuvre (les côtes portées sur les plans sont données à titre indicatif et devront être vérifiées sur le chantier).

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas, modifier quoi que ce soit au projet, mais il devra signaler tous les changements qu'il croirait utile d'y apporter.

Il provoquera tous renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet. Faute de se conformer à ces prescriptions, l'entrepreneur sera responsable de toutes les erreurs ou omissions relevées en cours d'exécution ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

### **III.4 - METRES ET PRIX UNITAIRES**

L'ensemble des métrés mentionné dans les descriptifs est donné à titre indicatif et l'entrepreneur se doit de les vérifier avant la rédaction des devis. Les prix unitaires et les métrés figurant sur les devis seront contractuels. Le Maître d'œuvre se réserve le droit de modifier les quantitatifs après avoir vérifié les métrés mis en œuvre et ce jusqu'au règlement de la dernière situation.

### **III.5 - RECEPTION DES SUPPORTS**

Chaque entreprise, avant tout commencement des travaux prévus à son marché, doit réceptionner le support sur lequel elle désire intervenir. En l'absence de réserves faites par écrit, à ce stade, elle ne saura se prévaloir d'aucune sujétion dans l'exécution de ses propres travaux, tous les travaux de reprise du support demandés par le Maître d'œuvre seront à sa charge. Tous les percements devront être soignés de façon à ne pas entraîner de réfection anormale des supports considérés. Dans le cas contraire, l'entreprise en assumera la responsabilité et les travaux de reprise lui seront imputés.

### **III.6 - PROPRETE DU CHANTIER**

Le chantier sera maintenu en permanence en parfait état de propreté, chaque corps d'état étant responsable du nettoyage et de l'enlèvement de ses gravats. Si besoin était, la Maîtrise d'œuvre pourra faire intervenir une entreprise de son choix aux frais du défaillant. Pendant toute la durée de son intervention, le titulaire de chaque lot devra le nettoyage de

ses postes de travail et l'évacuation de ses gravats et déchets de chantier.

### **III.7 - GESTION DES DECHETS PAR TRI SELECTIF**

Les déchets de chantier feront l'objet d'un tri sélectif et d'une gestion individuelle par lot. Le tri sélectif des déchets permet de séparer les différents matériaux composant le bâtiment en vue :

- D'une valorisation pour les produits recyclables,
- D'un traitement approprié pour les produits considérés comme déchets spéciaux ou déchets ultimes.

Les matériaux seront classifiés selon la nomenclature des déchets actuellement en vigueur, nomenclature induite par la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 et l'avis relatif à la nomenclature déchets du JO du 10-11 novembre 1997.

Les entreprises auront chacune à leur charge la gestion de leurs déchets et pendant toute la durée de l'opération. A ce titre, elles devront prévoir, chacune, pour leurs déchets notamment :

- Le tri sélectif de leurs déchets,
- L'évacuation journalière et le transport de leurs déchets,
- Le suivi (réception, recyclage, traitement, etc.) de leurs déchets,
- Les frais relatifs à cette prestation de gestion de leurs déchets.

### **III.8 - REEMPLOI**

Dans le cadre du projet, certains matériaux et équipements existants feront l'objet de réemploi sur site (mais aussi hors site) lors des travaux de réaménagement du plateau. L'entrepreneur du lot 01 doit recenser et lister toutes les prestations concernées et mettre en place une méthode de dépose sélective et soignée ainsi que le stockage et protection des matériaux à réemployer.

La Maitrise d'ouvrage mettra à disposition un emplacement pour le stockage temporaire des équipements et matériaux déposées en attendant la pose par les autres corps d'état. Les lots 02A Cloisons, Lot 3A Menuiserie intérieur et le lot 06A CFA/CFO doivent se coordonner et assurer le réemploi des éléments identifiés par la MOE dans le cadre du présent projet.

### **III.9 - TROUS - PERCEMENTS - RACCORDS - SCHELLEMENTS**

Chaque corps d'état aura à sa charge toutes sujétions découlant des passages, encastremements, scellements, etc.... nécessaires à son intervention.

La Maitrise d'œuvre se réserve le droit de refuser un cheminement ou un raccord si ceux-ci entraînent des conséquences dommageables à la solidité ou à la finition de la construction. Tout tracé, implantation de matériel, trémies, etc.... devra donc figurer sur les plans techniques fournis par chaque entreprise pour l'approbation. Le trait de niveau est à la charge du lot plâtrerie, de même que les réservations, scellements et rebouchages. Tout dégât occasionné non justifié sera dû par l'entreprise responsable.

### **III.10 - CONTRAINTES SPECIFIQUES AU CHANTIER**

Les entreprises devront réaliser ses ouvrages en prenant toutes les précautions d'usage

pour préserver le bâti existant.

Les entreprises seront seules juges des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc. Le Maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Les engins de chantier mis en place devront limiter les vibrations induites afin de ne pas présenter de risques pour les structures

### **III.11 - PLANS D'EXECUTION**

Les entreprises devront fournir leurs plans d'exécution pendant la période de préparation. La synthèse technique sera assurée par le lot électricité. A ce titre, les entreprises des autres lots devront lui fournir leurs plans de cheminement pendant la période de préparation. Elles devront valider la synthèse faite.

### **III.12 - RECEPTION**

La réception des travaux sera conduite une fois tous les essais effectués.

Sauf spécification contraire, le délai de garantie est d'une durée définie par les termes de la loi du 4 janvier 1978, à compter de la date d'effet de la réception. Pendant cette garantie, l'entrepreneur titulaire du présent lot est tenu à l'obligation de parfait achèvement des installations. En particulier, il exécute les derniers réglages de l'installation, remédie à tout défaut de fonctionnement constaté, procède au remplacement d'appareils anormalement usés. Pour les matériels et partie d'installation qui auraient fait l'objet de modifications ou de remplacements, pendant cette période, le délai de garantie pourra être prolongé.

### **III.13 - DOE**

Une semaine avant la réception, les entreprises devront fournir au maître d'œuvre leur Dossier des Ouvrages Exécutés en 2 exemplaires papier et en 1 exemplaire numérique (ensemble des documents en pdf et pièces graphiques en sus en version AUTOCAD2010). Le DOE devra comprendre une notice d'entretien indiquant la méthode à utiliser et la périodicité.

### **III.14 - SURVEILLANCE DU CHANTIER**

Les entreprises assurent seules la surveillance du chantier. Elles supportent l'entière responsabilité de toutes mesures adoptées pour assurer l'exécution des travaux, la sécurité des biens et des personnes, sur le chantier.

### **III.15 - CONNAISSANCE DES ELEMENTS RELATIFS A L'EXECUTION**

Préalablement au dépôt de son offre, l'entrepreneur est réputé avoir recueilli tous les renseignements nécessaires à la bonne exécution des travaux et contrôlé toutes les indications incluses dans les documents de consultation.

Le cas échéant, l'entrepreneur devra donc exécuter toutes les études et prestations diverses complémentaires ainsi que livrer toutes les fournitures supplémentaires qui s'avéreront nécessaires pour assurer le parfait achèvement des travaux, le bon fonctionnement des installations et l'entretien courant.

Les coûts afférents à l'exécution desdites études et prestations diverses complémentaires ainsi qu'à la livraison desdites fournitures supplémentaires sont réputés inclus dans le prix du marché. En conséquence, l'entrepreneur ne pourra opposer l'existence d'erreurs ou d'omissions figurant dans les documents d'étude et/ou de consultation (devis, plans, etc.) pour se dispenser d'exécuter des travaux lui incombant ou pour prétendre au versement d'indemnités ou à l'établissement de plus-values.

### **III.16 – LIMITE DE PRESTATIONS**

Outres les prestations dues par les entreprises et décrites dans les CCTP, la limite de prestations ci-dessus s'agit d'une synthèse des tâches critiques entre lots et elle n'est pas limitative.

D'une façon générale les entreprises doivent anticiper et signaler au Maître d'œuvre toute interface non décrite avant exécution permettant une coordination entre les différents lots.

Les limites de prestations entre intervenants d'un même macro lot (lots 2, 3, 6) ne sont données qu'à titre indicatif, l'entreprise titulaire du marché est libre d'organiser la répartition entre ses lots.

<b>PRESTATIONS, LIBELLES, COMMENTAIRES</b>	<b>EN COORDINATION AVEC</b>
<b>LOT 1 DEMOLITION/ CURAGE</b>	
Installation de chantier (panneaux de chantier et de sécurité, clôtures pour zones de stockage, protections de l'existant, aménagement de base vie dans les espaces mises à disposition par la Maîtrise d'ouvrage)	Tous les lots
Dépose de réseaux divers intégrés dans les ouvrages existants	Lot 5 et 6
Dépose de réseaux divers intégrés dans le sol et reprises nécessaires dans le plancher. Compatibilité du mortier de reprise et méthode avec système de résine de sol.	Lot 4
Déposes soignées des éléments à réemployer, notamment les menuiseries intérieures et terminaux électriques	Lot 3A Lot 6A
<b>LOT 02A CLOISONS DOUBLAGES</b>	
<b>LOT 02B PEINTURE REVETEMENTS MURAUX</b>	
La mise en place, réglage et scellement des huisseries y compris les menuiseries de réemploi. L'exécution des joints complémentaires éventuels au pourtour des menuiseries ; La coordination pour réception verticale des cloisons avec les menuiseries. La coordination pour menuiseries posées dans l'épaisseur des cloisons de doublage	Lot 3A
La préparation des supports avant mise en œuvre des finitions (peinture, etc.).	Lot 2B
Les travaux d'incorporations diverses (gaines électriques y compris découpes pour appareillage, gaines fluides, etc.) et raccords et calfeutrements à la suite	Lot 5 et 6

Les traversées des ouvrages (découpes, rebouchages, étanchéité, calfeutremments divers) ;	
Pose de rail de rideaux encastré dans l'imposte	Lot 3B
Encoches dans les doublages pour installation des systèmes de désenfumage DAS	Lot 6
Les peintures et/ou vernis sur tous les ouvrages en menuiserie sauf stipulations contraires.	Lot 3A
<b>LOT 03A MENUISERIE INTERIEURE</b>	
<b>LOT 03B OCCULTATIONS RIDEAUX</b>	
La fourniture des huisseries associées et autres bâtis dormants.	Lot 2A
La signalétique sur les portes	Lot 2B
Le traitement des bois.	Lot 2B
La fourniture des rails de rideaux pour pose encastrée	Lot 2A
Pose de plinthes	Lot 04
Installation et raccordement des portes DAS	Lot 6 et 2
<b>LOT 04 REVETEMENTS DE SOL</b>	
Exécution de sol en résine, délais de mise en œuvre, délais de séchage et protections.	Tous les lots
Réception des supports et validation de reprises	Lot 1
Raccords de finition	Lot 2A
Pose seuils de finition	Lot 3A
<b>LOT 05 CVC</b>	
Synthèse entre tous les réseaux	Lot 6
Les fourreaux de traversées de cloisonnement,	Lot 2A
<b>LOT 06A CFA/CFO/SSI</b>	
<b>LOT 06B ECLAIRAGE</b>	
Synthèse entre tous les réseaux	Lot 5
La mise en place des gaines ; La mise en place et réglage des boîtiers (y compris les contraintes CF exigées) ; Les fourreaux de traversées de cloisonnement	Lot 2A
Alimentation courant fort et courant faible en attente à proximité des ouvrages pour tous les ouvrages. - Alimentation courant fort et courant faible en attente à proximité des ouvrages DAS pour alimentation des ventouses L'amenée au droit de chacun des dispositifs asservis de sécurité (DAS) liés au SSI, tels que : clapets coupe-feu, armoires de commande de ventilation (arrêt technique), etc...	Lot3A / Lot 2A/Lot 5

## IV. HYGIENE, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

### IV.1 - DEVOIRS DES ENTREPRISES

Chaque entreprise veillera en permanence à assurer la sécurité de son personnel ou de toute autre personne sur le chantier. Toutes les protections nécessaires, en particulier celles contre les risques de chute seront maintenues pendant toute la durée du chantier. Tous les intervenants sur le chantier devront être équipés d'un casque et de chaussures de

sécurité. En fonction des travaux pratiqués, les employés devront être équipés de lunettes de protection, de gants, de masques et de bouchons. Concernant la protection contre les risques de chutes, il sera toujours préféré des protections collectives (plateformes, garde-corps, etc.) à des équipements de protection individuelle (harnais). Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 230-2, L. 235-1, L. 235-18,
- Rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 235-7, R. 238-26 à R. 238-36,
- Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 235-1, L. 235-18, livre II et décrets non codifiés,
- Respecter les obligations issues du livre II du code du travail, notamment les grands décrets techniques (8 janvier 1965, etc.),
- Viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, article R. 238-19. Conformément au code du travail, livre 2, titre 2, les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs sont indiquées dans le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié et complété

#### **IV.2 - LEGISLATION FISCALE ET SOCIALE**

D'une façon générale, l'entreprise doit être en règle avec toutes les administrations et règlements en vigueur et doit fournir :

- Une attestation de police RC Décennale, en cours de validité à l'époque de la déclaration réglementaire d'ouverture de chantier, précisant le montant des garanties accordées pour le chantier et couvrant la garantie décennale et la garantie de bon fonctionnement (Article 1792 et suivants du Code Civil) Article 12 de la loi du 04/01/78, Article L 241-2, 242-2, Annexe 1 de l'article A 243 - 1 de l'arrêté du 17 Novembre 1978
- Une attestation d'Assurance Responsabilité Civile, en cours de validité, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités lui incombant aux termes des Articles 1382 à 1386 du Code Civil, au titre des dommages de toute nature, causés au tiers notamment
- Un certificat attestant que l'entreprise est à jour des paiements de ses cotisations URSSAF et congés payés

En outre, l'entreprise s'engage à respecter :

- La Loi No 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin
- L'article R 238-17 du code du travail, énonçant les modalités pratiques de la coopération des différents intervenants du chantier en matière d'hygiène et de sécurité

#### **IV.3- COORDINATION SPS**

En application de la loi n° 93-1418 du 31/12/1993 et du décret d'application n° 94-1159 du 26/12/1994 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations

de Bâtiment et de Génie Civil, en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs sur les chantiers, le Maître d'Ouvrage doit donner au coordonnateur, l'autorité et les moyens nécessaires à l'exercice de sa mission sous peine de sanctions pénales édictées par l'article L 263-10 du Code du Travail. La mission de coordination fait l'objet de contrats spécifiques écrits et est rémunérée distinctement (Art. R 238 – 16).

Coordonnées de l'entreprise en charge de la mission CSPS :  
(En cours de désignation par la MOA)

## **V. DIRECTION DU CHANTIER**

### **V.1 - COORDINATION**

La direction du chantier sera assurée par l'architecte STUDIO ALBEDO accompagné d'IGETEC pour les corps d'état techniques et LEA pour le lot éclairage.

L'entreprise est tenue de se conformer strictement aux décisions prises par le Maître d'œuvre qui organise une réunion par semaine avec les entreprises.

Les entrepreneurs représentés ou non aux rendez-vous doivent prendre en considération les décisions et les ordres qui leur sont communiqués pour l'exécution de leurs travaux. En conséquence, ils ne sauraient prétendre ne pas avoir reçu le compte rendu pour différer leurs travaux. Le procès-verbal de réunion de chantier sera considéré comme approuvé par les intéressés lors du rendez-vous de chantier suivant. Faute de contestation écrite reçue la réunion suivante, le procès-verbal lui sera opposable et prendra alors valeur de pièce contractuelle pour toutes les énonciations ou prescriptions qu'il comporte.

### **V.2 - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

Les rendez-vous de chantier auront lieu en principe une fois par semaine, au jour fixé dès l'ouverture du chantier, ou exceptionnellement aux dates fixées par le maître d'œuvre.

Tout entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous prescrits. Il ne peut se faire remplacer, en accord avec le maître d'œuvre, que par un représentant qualifié et disposant des pouvoirs et connaissances nécessaires pour prendre, à défaut de l'entrepreneur, toutes dispositions utiles et donner à son personnel toutes les instructions nécessaires. La présence de tous les entrepreneurs ayant des ouvrages en cours ou convoqués aux rendez-vous, est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux.

L'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant et l'application de pénalités prévus au CCAP.